

avec le  **PCF**  
PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS  
**PARIS 13<sup>e</sup>**

**Unissons  
à gauche**



# LOGEMENT

## LES RÉALISATIONS DE LA GAUCHE ET LES MENSONGES DE LA DROITE

---

Depuis 2001, la gauche a créé 130 000 logements sociaux à Paris, passant de 12 % en 2001 à 25 % en 2025. La droite s'y est systématiquement opposée. À leur construction, mais aussi à la transformation d'immeubles de bureaux ou d'appartements vides. Aujourd'hui, seuls les arrondissements de gauche ont plus de 30 % de logements sociaux, comme le 13<sup>e</sup> qui en accueille 43 %. Le 7<sup>e</sup>, de M<sup>me</sup> Dati, n'en a que 2 %, les 6<sup>e</sup> et 8<sup>e</sup>, que 3 %.

La gauche parisienne a activement appliqué l'encadrement des loyers privés, et bloqué les loyers des logements sociaux pour 2026. Elle a aussi été à l'origine de la législation limitant les meublés touristiques comme Airbnb. À chaque fois la droite est contre.

### NOUS VOULONS ALLER PLUS LOIN.

La gauche propose de passer à 40 % de logements publics dans tous les quartiers, 30 % de logements sociaux et 10 % de logements abordables ('bail réel solidaire' inférieur de 40 % au prix du marché). Nous voulons aussi renforcer l'encadrement des loyers, en multipliant les contrôles, et lutter contre la multipropriété.

La droite veut faire croire que la solution est dans le marché alors qu'il est la cause de la flambée des loyers, et de l'augmentation des logements vides.

Par ailleurs, la Ville de Paris a massivement investi pour la rénovation du parc social: isolation, confort d'été, végétalisation. Le parc parisien est en avance sur les objectifs de la COP21. À l'inverse, la droite, au gouvernement avec E. Macron ou à la Région Île-de-France, a massivement supprimé les crédits pour la rénovation des logements publics comme privés.

Alors que le marché du logement est en tension, 300 000 logements privés sont soit vides, soit des résidences secondaires! Nous voulons surtaxer les logements vacants pour les remettre en location. Nous voulons aussi réglementer le coliving, qui fait flamber les loyers pour des appartements partagés en dehors de toute réglementation. Fidèle à son dogmatisme, la droite est contre car ce serait « mauvais pour le marché ».

Entre le collectif et le marché, il faut choisir. Pour la gauche, le logement est un droit qui mérite des moyens à la hauteur de ce besoin fondamental.

---

Pour poursuivre une politique  
de transformation et de  
progrès écologique et sociale

